

Le Monde

Economie

Opinions et stratégies, acteurs et entreprises

Chômage : le service public sous pression

Le gouvernement sortant a prévu, dans le projet de loi de finances 2011, la suppression de 1 800 postes à Pôle emploi
Mais le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 3,9 % sur un an ; la qualité de l'accompagnement des chômeurs en pâtira



La priorité donnée à l'accompagnement des chômeurs vers le retour à l'emploi disparaît-elle avec le gouvernement sortant ? La suppression de 1 500 CDD

Dossier

et 300 CDI à Pôle emploi, prévue par le projet de loi de finances 2011, dont la mission « Travail et emploi » devait être examinée lundi 15 novembre à l'Assemblée nationale, semble l'annoncer. Et les syn-

dicats le redoutent, qui ont organisé le 9 novembre la grève la plus suivie depuis la création de Pôle emploi (36 % de ses 50 000 salariés, selon la direction, et 50 % selon les syndicats), contre la dégradation des conditions de travail.

La loi du 13 février 2008 « relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi », à l'origine de la fusion de l'ANPE et du réseau de l'assurance-chômage, voulait améliorer la qualité de l'accompagnement par la mise en place d'un service personnalisé au chô-

meur grâce à un guichet et à un interlocuteur uniques. Un véritable changement de gouvernance qui prévoyait, au moins sur le papier, une intervention accrue de Pôle emploi dans l'accompagnement des chômeurs pour assurer un retour à l'emploi pérenne. Mais les réductions d'effectifs annoncées, alors que le taux de chômage s'élève à près de 10 %, ne risquent-elles pas de ranger cet objectif louable au rang des vœux pieux ?

« Une des conditions évoquées était d'avoir des outils pour person-

naliser le suivi des demandeurs d'emploi. 2009 était probablement la plus mauvaise année à choisir pour restructurer Pôle emploi et, en 2010, la situation sur le marché du travail ne s'est guère améliorée. Avec 4 millions de personnes qui sont aujourd'hui accueillies, de près ou de loin, par les guichets de ce service public, les moyens n'ont pas été à la hauteur », estime Yannick L'Horty, économiste, professeur à l'université Paris-Est.

Anne Rodier

►►► Lire la suite page 4

Martin Wolf p. 2
Pourquoi la Fed a raison contre tous ceux qui la critiquent

Stratégie page 6
Deezer, site de streaming, secoue le marché de la musique

Spécial diversité pages 7 à 11



Les handicapés souffrent d'abord d'un déficit de formation

Jean Pisani-Ferry

Après Séoul



Si Nicolas Sarkozy avait lui-même écrit le prologue à sa présidence du G20, il n'aurait pas fait mieux. A l'approche du sommet de Séoul des 11 et 12 novembre, le chaos monétaire mondial et les controverses qu'il suscite n'ont fait que s'amplifier. Alors que les intentions françaises avaient initialement été accueillies avec scepticisme, les événements sont venus justifier la priorité donnée à la réforme du système monétaire international (SMI).

La tâche n'est pas facile. Le sujet est abscons. Personne ne s'y intéressait plus depuis vingt ans. Les Américains, pour qui réforme du SMI signifie déclin du rôle du dollar, manquent d'enthousiasme, et les Chinois, qui ont relancé le thème, d'idées précises. Quant aux Européens, ils sont accaparés par leurs problèmes internes.

Reste que l'ambition est légitime. Elle implique de traiter quatre questions. La première est celle des rapports de change. Depuis plusieurs décennies, les monnaies des pays avancés flottent entr'elles, mais ce n'est que très partiellement le cas pour les pays émergents ou en développement : beaucoup se sont liés au dollar, d'autres à l'euro. Or les changes fixes débouchent souvent sur des sous-évaluations (comme en Chine) ou des surévaluations (comme hier en Argentine). De plus, la cohabitation entre régimes de change est malaisée parce que la volatilité tend à se reporter sur les monnaies flottantes (l'euro et, récemment, les monnaies latino-américaines). Il faudrait donc réaménager le système. La pierre de touche est ici le régime de change du yuan. Pékin sait qu'il n'est pas soutenable, mais répugne à le modifier.

Le deuxième problème est de discipliner les politiques nationales pour éviter la tentation d'exporter son chômage ou son inflation. En régime d'étalon-or, la discipline était automatique. En changes flottants, elle ne l'est pas. Une règle implicite s'est imposée, selon laquelle chaque banque centrale agit à sa guise, pourvu que la stabilité à moyen terme de l'inflation soit assurée.

Cette règle évite les surs réactions du taux de change, mais elle est insuffisante en période déflationniste : la Réserve fédérale américaine (Fed) fait valoir, non sans arguments, que l'« assouplissement quantitatif » qu'elle conduit – l'injection de 600 milliards de dollars de liquidités dans l'économie nationale – est compatible avec la stabilité des prix ; les Européens le jugent non coopératif. Il faut donc exercer ce que le jargon appelle une surveillance. C'est le rôle du Fonds monétaire international (FMI), mais son mandat est de surveiller, pas de punir ; c'est aussi celui du G20, mais ni les Etats-Unis ni les émergents n'ont d'appétence pour les disciplines collectives.

►►► Lire la suite page 2

Annonces

Paroles d'experts Handicap Page 13
Dirigeants ■ Finance, administration, juridique, RH ■ Banque assurance
■ Conseil, audit ■ Marketing, commercial, communication ■ Santé ■ Industries et technologies ■ Carrières internationales Multiposte ■ Collectivités territoriales Pages 12 à 16

Consultez notre site: www.lemonde.fr



BNP PARIBAS RECRUTE
diplômés Bac à Bac + 5

Retrouvez-nous dans le dossier thématique « Handicap » en page 10

Après Séoul

►►► Suite de la chronique de Jean Pisani-Ferry

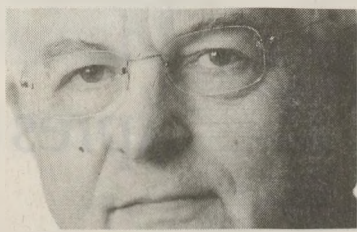
Le troisième problème est celui de la liquidité internationale. Les flux financiers sont très volatils. Un jour, les émergents sont submergés par les entrées de capitaux, le lendemain, ils font face à des retraits brutaux. Pour éviter que leur monnaie ne s'apprécie trop dans le premier cas, et qu'elle ne s'effondre dans le second, ils accumulent des réserves de change, aux deux tiers en dollars. Celles-ci représentaient 6% du produit intérieur brut (PIB) mondial il y a dix ans, 15% aujourd'hui.

Cette accumulation freine la demande et a été l'une des causes sous-jacentes de la crise. Pour y mettre fin, il faudrait rendre l'auto-assurance inutile en garantissant l'accès à des lignes de crédit internationales en cas de retrait brutal des capitaux privés. Le FMI a commencé de le faire en créant des facilités de crédit non assorties de conditionnalité stricte. Mais la plupart des pays, surtout en Asie, continuent de préférer une auto-assurance coûteuse à une mutualisation perçue comme incertaine.

Le quatrième problème est celui de l'ancrage collectif. Les banques centrales se préoccupent de l'inflation qui se crée dans leur pays. Du coup, l'inflation globale, qui résulte aussi de la hausse des prix des matières premières, est mal contrôlée. Ce n'était pas grave dans l'environnement désinflationniste de la dernière décennie, ça l'est davantage dans un contexte de hausse des prix des produits de base. C'est pourquoi Robert Zoellick, le président de la Banque mondiale, vient de proposer de rendre un rôle à l'Or. L'idée est absurde – Keynes parlait de « *reliquie barbare* » – mais le problème est réel.

L'économiste américain Robert Mundell a comparé un régime monétaire à une constitution politique, parce qu'il fixe les règles du jeu. La comparaison fait sens. Mais réformer l'ordre monétaire international s'annonce singulièrement plus ardu que d'amender la Constitution française! ■

Jean Pisani-Ferry est économiste et directeur de Bruegel, centre de recherche et de débat sur les politiques économiques en Europe. Courriel : chronique@pisani-ferry.net.



L'éclairage La décision de la Réserve fédérale de relancer « l'assouplissement quantitatif » a déclenché une flambée de critiques injustifiées

Pourquoi la Fed a raison

Par Martin Wolf

Le ciel va nous tomber sur la tête!, hurlent les hystériques. La Réserve fédérale [Fed] injecte des dollars en telle quantité qu'ils vont perdre toute valeur. Rien ne saurait être plus loin de la vérité. La politique d'« assouplissement quantitatif » a plus de chances de se révéler inefficace que mortelle. C'est un tuyau qui fuit, pas un déluge biblique.

Comme l'a expliqué la Fed le 3 novembre, « afin de renforcer le rythme de la reprise économique et de faire en sorte que l'inflation, au fil du temps, soit maintenue à un niveau correspondant à celui défini dans son mandat, le comité [fédéral du marché ouvert] envisage d'acquérir 600 nouveaux milliards de dollars [437,7 milliards d'euros] de bons du Trésor américain d'ici la fin du deuxième trimestre 2011, soit environ 75 milliards de dollars par mois ».

Ben Bernanke, le président de la banque centrale américaine, a souligné en octobre que le taux de chômage aux Etats-Unis était très supérieur à toute estimation raisonnable d'équilibre. De plus, au vu des prévisions de croissance, il est très improbable que la tendance se modifie en 2011. C'est déjà une mauvaise nouvelle, mais ce qui la rend pire encore est que l'inflation sous-jacente est tombée aux environs de 1% en dépit de l'expansion du bilan de la Fed, sur lequel tant de larmes ont été versées. Les attentes inflationnistes sont bien ancrées, a-t-il ajouté, mais cela pourrait changer lorsque la déflation s'amorcera. Vu la lourdeur de la conjoncture, ce moment pourrait être proche.

La Fed, ajouta son président, est investie d'un double mandat :

œuvrer pour le taux maximal d'emploi et veiller à la stabilité des prix. Rester les bras croisés serait incompatible avec ces obligations. La réponse est la proposition d'achat de bons du Trésor. Cela ne fait qu'étendre les classiques opérations de marché ouvert à la courbe des taux d'intérêt. Et cela ne gonflerait le bilan de la Fed que d'environ un quart, soit l'équivalent de quelque 4% du produit intérieur brut (PIB). Les Etats-Unis prennent-ils le même chemin que la République de Weimar? Bien sûr que non.

Il n'est guère étonnant que Wolfgang Schäuble, le ministre des finances allemand, ne voie pas les choses de la même façon. Il affirme que le modèle de croissance américain est en « crise profonde », ajoutant qu'« il n'est pas juste que les Américains accusent la Chine de

Les Etats-Unis prennent-ils le même chemin que la République de Weimar? Bien sûr que non

manipuler les taux de change alors qu'ils font baisser celui du dollar en ouvrant les vannes [monétaires] ». M. Schäuble estime sans doute que dans un monde juste, les Etats-Unis seraient contraints de suivre la voie déflationniste imposée à la Grèce et à l'Irlande. Cela ne sera pas le cas. Et heureusement.

Tout compte fait, les critiques faites à la Fed se résument à deux reproches : sa politique va conduire à l'hyperinflation ; et cette politique est en pratique, sinon dans son intention, protectionniste.

La première de ces critiques est non seulement erronée, mais bizar-

re. La nature du système monétaire contemporain est la création d'argent à partir de rien au travers des prêts souvent irresponsables consentis par les banques privées. Pourquoi une telle privatisation d'une fonction publique serait-elle juste, tandis que l'action de la banque centrale cherchant à satisfaire les besoins de la population serait qualifiée de route vers la catastrophe? Quand les banques refusent de prêter et que la masse monétaire croît à peine, c'est pile ce qu'une banque centrale devrait faire.

Les hystériques clament alors qu'il est impossible de contracter assez vite le bilan de la Fed pour empêcher une expansion monétaire excessive. C'est faux. Si l'économie décollait, rien ne serait plus facile. La Réserve fédérale a expliqué ce qu'elle ferait dans le rapport

liards de dollars à ses réserves, et beaucoup lui ont fermement conseillé de n'en rien faire.

Il est par ailleurs faux de soutenir que l'affaiblissement du dollar est dû uniquement à la politique de la Fed. Toute personne disposant d'une poignée de neurones devrait comprendre que les Etats-Unis ne peuvent plus s'offrir en même temps un vaste déficit commercial et une position budgétaire gérable. Ceux qui souhaitent que leurs bons du Trésor restent sûrs devraient se réjouir de tout ce qui permet aux Etats-Unis d'accroître leur demande intérieure et de rééquilibrer leur position extérieure. Contrairement à ce que pense M. Schäuble, l'actuelle politique monétaire américaine n'est que le yang du yin mercantiliste de l'Asie orientale.

Surtout, ce sont les forces du marché, non la politique monétaire, qui poussent au rééquilibrage mondial, le secteur privé tentant de placer son argent là où il entrevoit les opportunités. La Fed ne fait que donner un coup de pouce. Au lieu de tous ces éléments inutiles, il eût mieux valu procéder à une appréciation coordonnée des monnaies des émergents. Les Etats-Unis ne sont pas responsables du fait que cela n'a pas été décidé. Le Brésil ou l'Afrique du Sud ont toute ma sympathie ; pas la Chine.

Le ciel ne va pas nous tomber sur la tête. Mais cela ne veut pas dire que la politique de la Fed est la meilleure possible. Il est probable que son impact sur les rendements des obligations à moyen terme n'ait qu'un modeste effet. Il serait préférable qu'elle puisse orienter à la hausse les attentes inflationnistes en s'engageant à compenser une période prolongée d'inflation

inférieure à l'objectif par une période d'inflation supérieure à l'objectif. La décision de monétiser de nouvelles dépenses publiques pourrait être un outil encore plus efficace. Il serait aussi nécessaire d'accélérer la restructuration du poids de l'endettement excessif.

Mais faute de coopération de la part du Congrès qui vient d'être élu, ce que fait la Fed est, hélas, le mieux que nous puissions en attendre pour l'instant. Pendant ce temps, les gens « sains » vont hurler que le ciel va s'écrouler, et seront tout surpris de constater que ce n'est pas le cas. Nous avons déjà vu ce film – au Japon, dans les années 1990. Et le Japon a sombré dans une déflation chronique. ■

Cette chronique de Martin Wolf, éditorialiste économique, est publiée en partenariat exclusif avec le « Financial Times ». © FT. (Traduit de l'anglais par Gilles Berton)

D'autres débats sur LEMONDE.FR

« Une histoire de croissance, un horizon pour la France », Nicolas Clément, ancien directeur du magazine « Courrier Cadres ». « Avis de tempête dans le monde de la microfinance indienne : qui s'inquiète des emprunteurs? », Marc Roesch (Cirad), Isabelle Guérin, Solène Morvant (Société et développement), Jean-Michel Servet (HEID, Genève), chercheurs. « A l'université comme à la ville, le dessein prime l'institution », Guy Burgel, professeur à l'université Paris-Ouest-Nanterre-la Défense. « Si, l'Allemagne a été la grande bénéficiaire de l'euro », Jean-Pierre Vesperin, professeur des universités, membre du CAE.

Le livre

Proust à la rescousse

L'Irrationalité de Jon Elster
Editions du Seuil,
370 pages, 22 euros

Après la publication d'un premier volume intitulé *Le Désintéressement* (Seuil, 2009), dans lequel il montrait que l'intérêt n'explique pas tout, Jon Elster s'attaque à l'irrationalité. Le titre général sous lequel sont rassemblés les deux tomes, « *Traité critique de l'homme économique* », en résume à la fois la philosophie et l'ambition.

Philosophe et sociologue de formation, titulaire de la chaire « Rationalité et sciences sociales » au Collège de France, le Norvégien n'est pas le premier à pourfendre l'*Homo economicus*. Citons, pour mémoire, les travaux de Jacques T. Godbout, notamment *Ce qui circule entre nous* (Seuil, 2007), et ceux d'Alain Caillé, en particulier *Théorie anti-utilitariste de l'action* (La Découverte, 2009).

Mais c'est la méthode, chez Jon Elster, qui est originale. S'il convoque l'économie du comportement et la théorie des jeux, il n'hésite pas, en moraliste, à appeler la philosophie, et également la littérature à la rescousse : Shakespeare, Austen, Stendhal et Proust.

Nos choix, montre Jon Elster, sont sujets à des biais tant émo-

tionnels que cognitifs. La plupart du temps, nous sommes victimes d'« *alchimies mentales* » qui opèrent « *derrière notre dos* ». Nous sommes confrontés à des arbitrages dont la solution optimale reste indéterminée.

Mais attention. Ce serait une facilité intellectuelle de dire que certains de nos comportements sont totalement irrationnels. En réalité, beaucoup d'entre eux ne sont ni rationnels ni irrationnels, mais se situent entre les deux. C'est le cas de l'altruisme, ou de la procrastination, auxquels l'auteur consacre de belles pages. Mais aussi de l'« *aveuglement volontaire* », ou encore de l'« *auto-empoisonnement de l'esprit* » qu'est la jalousie.

Il n'est pas étonnant que M. Elster revienne au « clair-obscur » proustien dans le dernier chapitre. Ah, la « *paresse providentielle d'esprit* » de Swann vis-à-vis d'Odette ! En matière individuelle, il est bien difficile de tracer la limite entre ce qui est absurde et ce qui ne l'est pas, souligne le penseur norvégien, décidément très proustien. ■

Philippe Arnaud

Les acteurs de l'économie Pierre Jacquet
Alexander Gerschenkron et le retard économique

Polyglotte, versé dans la littérature, l'Américain d'origine russe Alexander Gerschenkron (1904-1978), qui choisit de consacrer sa carrière à l'histoire économique, a inspiré des générations d'économistes. Né à Odessa, ayant fui le bolchevisme pour Vienne (Autriche) en 1920, puis le nazisme pour les Etats-Unis en 1938, il donne des cours à Berkeley, puis travaille sur l'économie soviétique à la Réserve fédérale américaine. Il s'installe finalement à Harvard en 1948, pour y enseigner à la fois les études soviétiques et ce qui deviendra son domaine de prédilection : l'histoire économique.

Dans un essai qui a fait date, *Economic Backwardness in Historical Perspective* (1962), il prend le contre-pied des thèses marxistes et de l'approche de Walt Rostow (1916-2003) : selon lui, l'industrialisation des pays sous-développés s'écarte du modèle des pays industrialisés et ne suit pas des étapes systématiques sur un chemin pré-déterminé.

Il relève d'importantes différences dans l'industrialisation des pays d'Europe (notamment orien-

tales) en retard par rapport au Royaume-Uni. Il met en garde contre une simplification courante, qui voudrait que les pays en développement aient une main-d'œuvre abondante et un capital rare et cher : la main-d'œuvre industrielle requiert stabilité, fiabilité et discipline, des qualités rares dans les pays en retard. Il insiste sur l'importance des importations des technologies modernes en provenance des pays plus avancés.

L'une de ses thèses principales repose sur une compréhension des rendements croissants et des incitations collectives : ce n'est que lorsque le développement industriel peut se produire à grande échelle que la tension entre les bénéfices qu'il peut apporter et les obstacles à l'industrialisation devient suffisamment forte pour conduire à surmonter ces derniers. Alexander Gerschenkron met l'accent sur deux instruments dans l'émergence de ces processus : les banques et l'Etat.

L'accumulation progressive de capital a pu financer l'industrialisation britannique sans besoin de créer des institutions bancaires

spécifiques. A l'inverse, le crédit mobilier a joué un rôle déterminant dans l'industrialisation de la France, et les banques universelles dans celle de l'Allemagne. L'intervention de l'Etat est d'autant plus déterminante que le retard initial est marqué, d'où l'importance des politiques publiques, en particulier dans les pays pauvres.

Danger de guerre

Mais, dans la Russie des années 1880, la réalité du retard économique a créé un besoin d'industrialisation rapide indissociable de l'exercice d'un pouvoir dictatorial et du danger de guerre. Gerschenkron en conclut que le sous-développement n'est pas seulement le problème des pays en retard, mais aussi celui des pays avancés.

Les thèses de Gerschenkron contribuent au débat entre les historiens de l'économie et les économistes de l'Histoire. Ces derniers cherchent des régularités généralisables, en mobilisant notamment l'économétrie (« cliométrie »). Les premiers prônent plutôt la modestie et le relativisme nécessaires à l'interprétation d'une réalité empirique multiforme.

En fait, les deux approches peuvent se compléter dans la remise en question permanente d'un cadre conceptuel qui a vocation à rester inachevé. Elles constituent des composantes essentielles de l'économie du développement. ■

Pierre Jacquet, Agence française de développement.

Le Monde

Siège social : 80, bd Auguste-Blanqui
75707 PARIS CEDEX 13
Tél. : +33 (0)1-57-28-20-00
Fax. : +33 (0)1-57-28-21-21
Télex : 206 806 F

Edité par la Société éditrice du « Monde » SA,
Président du directoire,
directeur de la publication,
directeur du « Monde » :
Eric Fottorino

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 0712C 81975. ISSN : 0395-2037

Pré-presses Le Monde
Impression Le Monde
12, rue M.-Gunsbourg
94852 Ivry Cedex
Printed in France